

Conseil d'Administration de Bruss'Help

Avis urgent d'alerte sur la sécurisation des financements 2025

Avis d'Initiative des comités réunis de l'urgence et de l'insertion, amendé par le CA

Date : 12 décembre 2024

Auteurs : membres du Comité de l'Urgence et de l'Insertion (CUCI)

Destinataires : l'ensemble de l'Exécutif et les commissions du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale

CONSTATS

Le Comité de l'Urgence et de l'Insertion (CUCI) souhaite alerter les autorités sur l'incertitude complète qui subsiste sur les moyens qui seront alloués en 2025 à certains de ses membres et, plus largement, aux acteurs de terrain, pour l'accomplissement de leurs missions.

Alors que l'année 2024 touche à sa fin et que les opérateurs de terrain devraient déjà avoir clôturé les discussions budgétaires pour l'année à venir et pérennisé le personnel et les activités à mettre en oeuvre en 2025, ils n'ont toujours pas reçu d'informations claires concernant les ressources financières qui seront allouées à leurs organisations pour l'année à venir.

Cette situation d'incertitude rend l'ensemble des opérateurs vulnérables et les place en incapacité de répondre à leurs missions respectives et d'assurer la continuité des services offerts dans la Région bruxelloise.

L'absence de garantie de reconduction des financements octroyés dans le cadre des subventions "facultatives" et autres projets complémentaires place les opérateurs dans une position intenable, les contraignant à faire un choix entre deux options inacceptables :

- poursuivre leurs activités malgré l'absence de garantie de financement, et donc offrir des contrats précaires basés sur la trésorerie disponible, ce qui signifie à terme une cessation de paiement des salariés et de facto des fournisseurs. Les opérateurs deviennent ainsi vecteurs de précarité, ce qui est inadmissible.
- contraindre les opérateurs à licencier le personnel et donc à cesser toute activité, ce qui impactera considérablement les bénéficiaires et donc la Région bruxelloise dans son ensemble. Et ensuite, en cas de confirmation tardive de financements, s'astreindre à des tâches administratives de réactivation des contrats, et donc à une inefficience complète dans la gestion des ressources publiques et du temps disponible pour la mise en œuvre de leurs missions.

AVIS D'ALERTE

Au-delà du risque financier majeur pour les opérateurs et des effets désastreux pour le secteur de l'impossibilité de maintenir et développer les expertises dans nos organisations, l'absence de vision sur le renouvellement des financements en 2025 présente des risques importants pour les personnes que nous aidons et pour la gestion de la chose publique en Région bruxelloise.

Très concrètement, et à titre d'exemple, si aucune disposition budgétaire n'est prise dans les semaines à venir, au 1er janvier 2025 ce sont près de 2.000 places pour personnes sans abri actuellement ouvertes dans les centres d'urgence financés par le "Brussels deal" dont le financement vient à terme le 31 décembre.

De la même façon, une multitude de services sont concernés, bien au-delà du périmètre d'intervention des membres du CUCI : les dizaines d'associations financées par Safe.brussels dans le cadre du Plan Global de Sécurité et de Prévention, les projets innovants d'accompagnement en rue et de relogement pour personnes vulnérables, notamment les personnes souffrant d'assuétudes, les projets de relance qui touchent notamment des services Housing First et de guidance à domicile, et encore de nombreux autres projets financés par des subsides facultatifs.

Le Comité attire l'attention des autorités sur les répercussions que ces incertitudes pourraient avoir au sein du secteur et en dehors de celui-ci : saturation encore augmentée des structures d'urgence, y compris hospitalières, augmentation des situations de perte du logement en conséquence de la réduction des capacités d'accompagnement préventifs, aggravation de la précarité visible dans l'espace public, et finalement une pression accrue sur les services publics.

Dans l'attente que le budget du prochain gouvernement soit décidé, nous demandons des garanties immédiates sur la prolongation des financements actuellement en cours, et leur versement dans les délais afin de ne pas compromettre la continuité des services.

Nous nous tenons à la disposition des autorités et des différentes parties prenantes pour une rencontre ou échange qui permettrait d'éclaircir immédiatement l'horizon.